



Déclaration FSU au CDEN du 8 septembre 2020

Madame la vice Présidente, Madame la Directrice académique, Mesdames, Messieurs,

Quoi qu'en dise le ministre de l'Education Nationale, cette rentrée est hors norme et très particulière. L'épidémie de coronavirus impacte l'organisation et le fonctionnement des établissements. Les personnels doivent remettre en place les apprentissages dans un cadre collectif et prendre en charge une grande hétérogénéité des élèves suite à la longue période de confinement. La reprise à la hausse du nombre de personnes atteintes par la COVID inquiète fortement certains élèves et certains collègues.

Sur le terrain, les équipes témoignent d'une rentrée difficile, parfois impossible, elle a dû être décalée ou étalée dans le temps dans plusieurs collèges ou lycées. Cette rentrée 2020, sous le signe de la COVID, met en lumière certains dysfonctionnements déjà existants : des locaux sont vieillissants et ne sont plus toujours adaptés aux contraintes et aux exigences actuelles. Certains aménagements comme les files d'attente pour la demi-pension et les sanitaires en intérieur, les cours de récréation sans préau, le manque d'espace dans les couloirs de circulation ou l'impossibilité d'aérer certaines salles, rendent l'application du protocole sanitaire très difficile à mettre en oeuvre. Le bien-être et la sécurité des élèves et des personnels sont pourtant en jeu.

A tout cela s'ajoute également le manque de personnel d'encadrement et d'entretien : tous les postes ne sont pas pourvus, toutes les absences ne sont pas remplacées. En cette période insolite, il est nécessaire d'embaucher davantage pour que l'École soit et reste un lieu dans lequel les élèves et les personnels sont en sécurité, dans le respect des normes sanitaires. Cette crise sanitaire révèle combien les agents d'entretien sont indispensables.

Le Conseil Départemental a tenté de pallier certaines urgences dans la crise sanitaire et sociale que nous traversons. Les élèves de collège du département ont été destinataires de deux masques lavables chacun, comme cela a été fait dans plusieurs départements ou régions de France. Cette aide apporte un soulagement notamment aux familles les plus démunies mais elle apparaît insuffisante sachant que deux masques par jour sont nécessaires pendant une journée scolaire.

Après avoir insisté sur le décrochage de certains élèves, après avoir mis en évidence le retard pris par d'autres, le ministre Blanquer se contente maintenant d'une rentrée ordinaire comme si le confinement et les inégalités scolaires avaient disparus pendant l'été. Le but est évidemment

de continuer la politique d'économie budgétaire sur le dos des élèves. Les chiffres sont édifiants:

- au plan national 5690 emplois supprimés dans le second degré depuis la rentrée 2017 dont 440 à cette rentrée
- données à comparer à une augmentation de 49000 élèves depuis 2017. Vont s'y ajouter 17 500 élèves en moyenne sur les 4 prochaines années.

Sur le plan sanitaire le ministre a proposé en juillet un protocole allégé qui autorise à ne plus respecter les règles de distanciation et celles pour éviter le brassage des élèves. Le but est d'abord de maintenir les capacités d'accueil maximum dans les collèges et les lycées.

La FSU demande que les masques et le gel hydroalcoolique soient pris en charge par l'Etat pour les élèves comme pour les personnels qu'il emploie. C'est une question d'égalité au plan national car les collectivités territoriales ont des politiques très différentes sur ce point.

Nous dénonçons les propos mensongers du ministre dans les médias : je cite « aucun pays ne prend en charge les masques ». Malheureusement pour lui, la Grèce, l'Italie, l'Irlande le font.

La FSU revendique des allègements de programme notamment en troisième et en terminale, classes à examen. Les élèves de ces classes ne doivent pas devenir les victimes d'un trimestre de confinement en enseignement à distance, cette période a creusé les inégalités scolaires. Pour les autres niveaux, les allègements pourraient s'étaler sur deux ans. Là encore la position du ministre qui s'oppose à tout aménagement est incompréhensible. Elle montre une déconnexion des problèmes de terrain.

La FSU demande pour cette année un recrutement massif d'enseignants, la réquisition de salles, l'installation de bâtiments provisoires pour diminuer les effectifs par classe avec un double objectif : réduire les inégalités consécutives au confinement, améliorer la distanciation sociale et le respect des mesures sanitaires.

Le conseil départemental pour les collèges, le conseil régional pour les lycées ont consenti des efforts pour répondre à la crise sanitaire : masques pour les élèves, cantine et service des personnels réorganisés. Néanmoins la surcharge de travail des agents pour assurer le nettoyage et la désinfection est importante. La FSU demande l'embauche de personnels supplémentaires pour cause de nécessités sanitaires qui vont certainement perdurer toute l'année scolaire. Le nettoyage et la désinfection ne doivent pas constituer des freins aux capacités d'accueil des élèves.

Nous souhaitons attirer l'attention sur l'insuffisance des toilettes et des lavabos. La FSU demande

- de mettre à disposition suffisamment de sanitaires accessibles depuis les cours de récréation ou autres zones extérieures, avec des lavabos équipés de savon.
- De privilégier l'usage des masques et des lingettes non jetables par souci et conscience environnementale.

Certains collèges ont besoin d'aménagements sanitaires provisoires pour passer la crise. Cette crise est l'occasion de revoir la conception des établissements scolaires :

- Mettre à disposition suffisamment de sanitaires accessibles depuis les cours de récréation ou autres zones extérieures, avec des lavabos équipés de savon.
- Prévoir des salles de cours plus spacieuses pour réduire les problématiques de promiscuité lors des nouvelles constructions d'établissements.
- Limiter les effectifs dans les établissements pour éviter les énormes EPLE rendant la gestion des flux d'élèves et de personnels compliquée.
- Mettre en application les 2 mesures précédentes, ce qui participerait enfin à l'une de nos préoccupations premières, qui est la lutte contre le décrochage scolaire par un meilleur suivi des élèves.

Il s'agit là de questions fondamentales sur ce que sera l'École d'aujourd'hui et de demain. Des réponses doivent y être apportées, après réflexion approfondie et sereine. Ces problématiques ne sauraient se contenter de propositions hâtives faites sous couvert de l'actualité sanitaire exceptionnelle.

Des pays comme l'Italie, l'Irlande, la région de Madrid ont consenti d'importants investissements pour répondre aux nécessités de la crise sanitaire : embauche de milliers d'enseignants, créations de classes, nouveaux bâtiments, dans le but de diminuer les effectifs par classe. Ce n'est pas le cas en France. Notre gouvernement investit 100 milliards dans les entreprises pour garantir l'emploi et la pérennité de notre économie. Il refuse d'investir dans la jeunesse pour l'avenir de notre pays, il refuse de pallier les inégalités scolaires de la période du confinement.

Bien au contraire, il continue sa politique de suppressions de postes malgré l'augmentation du nombre d'élèves. Il est incapable de remettre en cause ses réformes. Il néglige les mesures sanitaires et la cadre de l'épidémie, droit dans ses bottes, avec un grand mépris pour le service public et ses personnels.

Pour nos professions, pour les élèves, NON, cette rentrée n'est vraiment pas normale, elle est surtout très injuste.